

Medienkonferenz

Bern, 17. Juni 2019



Redetexte

Es gilt das gesprochene Wort / Seules les paroles prononcées font foi

Géraldine Savary, conseillère aux Etats (VD)

Donner sens aux mobilisations

La grève des femmes a réuni des centaines de milliers de personnes en Suisse. Auparavant, entre le 14 juin 2018 et le 14 juin 2019, l'année féministe a consacré, semaine après semaine, la question de la place de la femme dans la société. Le Parti socialiste, il y a une année, avait lancé ce calendrier, en plantant le manifeste féministe sur le Palais fédéral. Le compteur a fonctionné. Aucun domaine de la société n'a pu s'épargner l'examen de l'égalité. Travail, médecine, économie, églises, culture, sport, médias. Partout s'est posé la question : où sont les femmes, comment sont-elles traitées, respectées ?

Durant cette année, s'est inscrit une autre urgence, celle du changement climatique. La prise de conscience de la nécessité d'agir s'est concrétisée par une série de mobilisation massive qui a contraint tous les partis politiques et la société dans son ensemble à repenser ses priorités. Et à considérer comme point fort des réformes et engagements à venir la question climatique.

Ce n'est pas un hasard si la société s'est à ce point-là mobilisée, dans la rue, sur ces deux thèmes. Ils sont intimement liés. D'une part, notre environnement, notre planète exige respect et protection, tout comme la moitié du monde exige respect et protection.

D'autre part, l'émancipation des femmes, la reconnaissance de leur place dans la société est la clé de voûte qui assurera la survie de notre planète. Dans les pays dits développés, les femmes continuent d'assumer une bonne part des tâches domestiques. Dans les pays en développement, elles effectuent presque trois fois plus d'heures de travail non rémunéré que les hommes. Alors que seules six pour cent des femmes sont entrepreneures en Europe, 80% des femmes sont responsables de la production des ressources alimentaires en Afrique. Tout comme en Amérique latine. Et plus de 50% des nouvelles sociétés qui poussent en Chine aujourd'hui sont créées par des femmes.



Grève des femmes et grève du climat sont donc indissociablement liées, tant la répartition des richesses et des ressources repose sur le principe fondamental de l'égalité entre les sexes.

Les centaines de milliers de personnes, de jeunes en particulier, qui ont participé aux mobilisations de ce printemps le savent. Ils attendent du monde politique des réponses à leurs inquiétudes et à leur engagement. Ils doivent pouvoir être assurés que leur engagement n'a pas été vain. Qu'il est suivi d'effets. Il n'y aurait pas pire situation que de voir des telles manifestations de citoyenneté et d'envie d'agir retomber comme un soufflet. Ainsi, agir sur la réduction de temps de travail permet de concilier à la fois les questions climatiques et la question de la place de la femme dans notre société.

C'est le sens de notre proposition.

Tamara Funciello, Präsidentin JUSO und Vizepräsidentin SP Schweiz

Ein gutes Leben für alle

Hunderttausende Frauen haben am Freitag gestreikt. Gründe dazu hatten sie genug. Frauen verdienen jährlich noch immer 108 Milliarden Franken weniger als Männer. Der Hauptgrund dafür sind die unzähligen Stunden unbezahlter Betreuungs- und Hausarbeit, die Frauen jeden Tag leisten. Die ungerechte Verteilung dieser Arbeit führt dazu, dass Frauen am Ende des Jahres 80 Milliarden Franken weniger im Portemonnaie haben – nicht weil sie weniger arbeiten, sondern weil die Arbeit, die sie verrichten, oft unsichtbar und unbezahlt bleibt. Spätestens seit dem 14. Juni ist klar: Wir verlangen eine Veränderung. Unbezahlte Haus- und Betreuungsarbeit muss endlich gerecht verteilt werden. Geld muss endlich gerecht verteilt werden. Zwischen den Geschlechtern, doch auch zwischen unten und oben.

Die Produktivität in der Schweiz hat in den letzten Jahrzehnten massiv zugenommen. Wir produzieren immer mehr in immer kürzerer Zeit. Doch die Menschen, die tatsächlich in den Betrieben stehen und für unseren gemeinsamen Wohlstand arbeiten, haben davon kaum profitiert. Das reichste Prozent hat sich im Jahr 2017 82 % des weltweiten Vermögenswachstums angeeignet. Gleichzeitig leben in der Schweiz unzählige Menschen, die nicht wissen, wie sie die Rechnungen am Ende des Monats bezahlen sollen, und



unzählige Menschen, die unter massivem Druck stehen, weil sie Beruf und Familie irgendwie vereinen müssen.

Wir müssen dafür sorgen, dass endlich diese Menschen vom Wohlstand profitieren, die auch tatsächlich dafür gearbeitet haben – die 99 %. Mit einer Verkürzung der Arbeitszeit erreichen wir genau das. Die Arbeitszeitverkürzung sorgt dafür, die Produktivitätssteigerungen der letzten Jahre nicht nur in die Taschen des reichsten Prozents fließen, sondern endlich auch der arbeitenden Bevölkerung zugutekommen: In Form von mehr Zeit. Zeit für unbezahlte Betreuungsarbeit. Zeit für unsere Liebsten. Zeit, um zu leben. Wir stellen damit die grosse Frage: Leben wir, um zu arbeiten, oder arbeiten wir, um zu leben?

Mit der Arbeitszeitverkürzung bieten wir eine klare Antwort: Wir wollen eine Welt, in der die Menschen im Zentrum stehen, statt die Profite. Die Arbeitszeitverkürzung ist ein wichtiger Schritt im Kampf gegen die Klimakrise, sie sorgt dafür, dass die unbezahlte Betreuungs- und Hausarbeit endlich gerecht zwischen den Geschlechtern verteilt werden kann und sie sorgt dafür, dass der Wohlstand endlich den 99% zugutekommt. Sie vereint die ökologischen, sozialen und feministischen Kämpfe im einem: Im Kampf für ein gutes Leben für alle. Feministisch, ökologisch, für die 99 %!

Martine Docourt, Co-présidente des Femmes* socialistes suisses

La réduction du temps de travail avec le même salaire est une proposition que les Femmes* socialistes suisses avaient fait dans le « manifeste pour un socialisme pleinement féministe » élaboré en 2017. Un manifeste qui avait été accepté par les délégué-e-s du parti socialiste en octobre de cette année-là. Depuis, l'année féministe a été lancée par le Parti socialiste suisse, les Femmes* socialistes suisses, et la Jeunesse socialiste suisse. Une année qui a permis aux femmes* socialistes suisses de thématiser, de discuter, de débattre tout un grand nombre de revendications issues de ce manifeste.

En vue de la grève féministe, grève des femmes, les Femmes* socialistes suisses avaient fait une assemblée sur ce thème en mars dernier. Nous avons ainsi décidé de 4 revendications. Dont deux pour une meilleure conciliation entre vie familiale et professionnelle : des places gratuites en crèche pour chaque enfant et un congé parental. Notre mesure phare étant celle « Des places gratuites en crèche pour chaque enfant » pour laquelle voici nos arguments :



- L'emploi rémunéré – un droit et une nécessité : D'une part, l'emploi rémunéré des femmes en dehors du travail effectué à la maison est un droit à la liberté obtenu de haute lutte, qui garantit leur indépendance économique. D'autre part, c'est aussi une nécessité pour de nombreuses familles, en particulier les familles monoparentales.
- Les femmes font partie de la société : De nombreuses femmes ont reçu une excellente formation. Elles veulent s'impliquer activement dans la société. Sur le plan économique, il est également problématique pour les femmes de rester à l'écart du marché du travail. L'économie a besoin de la main d'œuvre féminine.
- Un problème qui touche de nombreuses femmes : Environ 70 % des femmes ont des enfants, et cette progéniture a besoin qu'on s'occupe d'elle. Les femmes continuent à assumer en grande majorité ce travail du care, bien qu'il s'agisse d'une tâche utile à toute la société. Un argument qui s'applique également pour le congé parental.
- Le travail doit valoir la peine : Les places en crèche sont souvent trop chères en Suisse. Par conséquent, de nombreuses femmes abandonnent complètement ou en grande partie leur carrière, parce que leur salaire ne suffit pas à payer ces places.
- Des places en crèche pour lutter contre la pauvreté des personnes âgées : Environ 80 % des hommes travaillent à plein temps et environ 60 % des femmes travaillent à temps partiel, souvent pour de bas salaires. Cela a des conséquences évidentes sur les rentes que les femmes touchent à l'âge de la retraite. Aujourd'hui, les rentes des femmes sont inférieures d'environ 40 % aux rentes des hommes.
- Un plus grand équilibre entre les régions : Les places de crèche en Suisse sont inégalement réparties et leur prix diffère selon les régions. Dans le canton de Genève, par exemple, le taux d'accueil des enfants est de 29 % ; dans le canton d'Appenzell Rhodes Intérieures, de 3 %. Un droit constitutionnel à une place en crèche équilibrerait cette situation.
- Égalité des chances pour les enfants : Pour les enfants, garantir par la Constitution un droit à une place en crèche, abordable et de bonne qualité, signifie intégration et égalité des chances.



En parallèle, il est important de rappeler que les employé-e-s des crèches font un travail important et exigeant. Nous leur confions nos enfants. Ces personnes doivent être bien payées et travailler dans de bonnes conditions (cela est également une revendication). Cela se traduit notamment par un meilleur taux d'encadrement des enfants et un personnel en suffisance dans les crèches. Cela nécessite également des subventions publiques globales.

Concernant le congé parental, pour nous il doit aller au-delà des 14 semaines de congé de maternité, sans toutefois affecter ce dernier. Les parents devraient bénéficier d'au moins 50 semaines de congé parental, dont la moitié devrait être obligatoire. L'introduction d'un tel congé discriminerait moins les femmes à l'embauche. En outre, après le congé parental, lors de la reprise du travail, tous les parents devraient pouvoir conserver leur emploi précédent à un pourcentage inférieur. Nous demandons également une meilleure protection contre le licenciement des parents qui retournent au travail après une naissance.

Des places gratuites en crèche pour chaque enfant et un congé parental, donc une meilleure conciliation permettront de pallier ces inégalités qui s'accumulent tout au long de la vie d'une femme. Mais une mesure qui permettrait également à atteindre les mêmes objectifs serait la réduction du temps du travail avec le même salaire, mais qui est certes réel changement du système actuel. Ces revendications sont nécessaires et donc complémentaires.

Pour plus de conciliation, pour une valorisation du travail de soin, pour une meilleure redistribution des richesses à l'heure de la digitalisation, la réduction du temps de travail s'inscrit aussi dans la volonté d'arrêter de détériorer notre planète. C'est finalement un changement pour vivre autrement et lutter contre la paupérisation.

Cybel Dickson, JUSO-Mitglied und Klimastreikende

Eine radikale Arbeitszeitverkürzung bei gleichbleibendem Lohn erhöht nicht nur unsere Lebensqualität, bekämpft Ungleichheiten und prekäre Arbeitsbedingungen, sondern ist auch absolut notwendig, um die uns bevorstehende Klimakatastrophe noch abzuwenden. Die radikale Arbeitszeitverkürzung kann nämlich signifikant zur Erreichung der Klimaziele beitragen und ist somit eine von mehreren, aber eine sehr zentrale, Massnahme in diesem Kampf.



Ich bin Cybel Dickson, JUSO-Mitglied und Klimastreikende, wo ich vor allem im Aargau sehr aktiv bin.

Die Klimakrise steht uns bevor, und sie hat vielerorts bereits erste verheerende Auswirkungen gezeigt. Das ist unbestritten und wissenschaftlich belegt. Eine Studie kommt zum Schluss, dass, wenn wir weitermachen mit dem «Business as usual», sich die Atmosphäre bis 2100 um vier bis sechs Grad Celsius gegenüber dem vorindustriellen Niveau erhitzen wird. Erhitzt sich die Atmosphäre um vier bis sechs Grad, reduziert sich die Tragfähigkeit der Erde auf 1 Milliarde Menschen. Wer also nichts gegen die Klimakrise unternimmt, entscheidet sich dafür, bis 2100 sieben von acht Menschen sterben zu lassen. Das zum Anfang, und dazu, wieso Taten schnell und sicher angesagt sind.

Ich und Zehntausende weitere Klimastreikende stehen nämlich seit einem halben Jahr regelmässig auf den Strassen, in der Schweiz und weltweit, um genau sogenannte «radikale» Massnahmen zu fordern, die nötig sind, um das nächste grosse Massensterben, unter anderem das der Menschen, abzuwenden. Ich engagiere mich im Aargau stark im Klimastreik, kann und werde aber im Weiteren keinesfalls für die Bewegung sprechen, sondern als Individuum, das den Ernst der Lage nicht mehr länger ignorieren kann.

Wollen wir also verhindern, dass bis 2100 sieben von acht Menschen sterben, müssen wir bis 2030 in der Schweiz netto null Treibhausgasemissionen erreichen, global bis spätestens 2050. Auf diesem Weg ist die radikale Arbeitszeitverkürzung bei gleichbleibendem Lohn wichtig und nötig, wie unter anderem eine 2015 von Nässén und Larsson veröffentlichte [Studie](#) aufzeigt:

Erstens - und am wichtigsten - wird durch eine verkürzte Arbeitszeit offensichtlich weniger gearbeitet, also weniger produziert, also weniger Energie verbraucht und somit direkt weniger Treibhausgasemissionen verursacht.

Ausserdem werden weniger überflüssige Güter produziert. Wenn die Produktionszeit beschränkt ist, wird es nämlich notwendig, als Gesellschaft zu entscheiden, welche Güter wirklich produziert werden sollen und tatsächlich zu unserem Wohlergehen beitragen.

Zusätzlich haben Menschen bei weniger Lohnarbeitszeit automatisch mehr Kapazität für zeitintensive Tätigkeiten, und haben somit mehr Zeit um zum Beispiel selber zu kochen, Dinge zu reparieren oder mit dem Zug oder anderen Flugalternativen zu reisen. Durch all



diese Effekte werden pro Prozent Arbeitszeitreduktion 0,8 Prozent Treibhausgasemissionen eingespart.

Deshalb erhöht die geforderte radikale Arbeitszeitverkürzung bei gleichbleibendem Lohn nicht nur unsere Lebensqualität, bekämpft Ungleichheiten und prekäre Arbeitsbedingungen, sondern ist auch absolut notwendig, um die uns bevorstehende Klimakatastrophe noch abzuwenden.

* * * * *

Barbara Gysi, Nationalrätin SG, Vizepräsidentin SP Schweiz

Wichtige Schritte stehen an

Mehr als eine halbe Million Frauen* und solidarische Männer* haben am Frauen*streik 2019 klargemacht, dass die lautstarken, bunten und fröhlichen Forderungen nach mehr Lohn, mehr Zeit, mehr Respekt rasch zum Durchbruch kommen müssen. Die Politik und auch die Wirtschaft müssen diesen Ruf nach Durchsetzung der Lohngleichheit, besserer Vereinbarkeit von Beruf und Familie, echter Gleichberechtigung ernst nehmen und entsprechende Massnahmen umgehend umsetzen.

Die Arbeitszeitreduktion ist ein wesentlicher Schritt, damit die bezahlte und unbezahlte Arbeit besser auf Frauen und Männer verteilt wird. Eine wichtige Voraussetzung dafür besteht aber auch darin, dass die Frauenlöhne erhöht und die Frauenberufe besser entlohnt werden. Die ökonomischen Ungerechtigkeiten müssen behoben werden, damit eine egalitäre Verteilung der bezahlten und unbezahlten Arbeit überhaupt möglich wird. Die berufliche Vorsorge für Teilzeitarbeitende muss rasch verbessert werden. Gleichzeitig braucht es eine Stärkung der AHV-Renten für Wenigverdienende.

Das Bundesparlament kann noch vor den National- und Ständeratswahlen im Herbst zwei wichtige Schritte tun.

- Geschlechterrichtwerte in der Wirtschaft: Der Antrag von CVP-Ständerat Beat Vonlanthen gegen die Geschlechterrichtwerte im OR ist ein Affront. Nach letztem Freitag sollte wohl allen Herren im Ständerat klar sein. Die Geschlechterrichtwerte



müssen endlich beschlossen werden. Die Wirtschaft braucht diese Vorgabe, damit es vorwärts geht. Erst wenn die Frauen genügend stark (auch zahlenmässig) vertreten sind, werden die Lebensrealitäten der Frauen von der Wirtschaft besser aufgenommen. Der Ständerat ist dringend aufgefordert, am 19. Juni der Aktienrechtsänderung zuzustimmen.

- Bundesgesetz zur besseren Vereinbarkeit von Berufstätigkeit und Angehörigenbetreuung: Die SGK-N wird nach den Sommerferien das Bundesgesetz beraten, das voraussichtlich in die Herbstsession kommt. Hier werden Grundlagen geschaffen für einen Pflegeurlaub für Eltern von schwer kranken Kindern, aber auch einer besseren Vereinbarkeit generell. Diese Vorlage bietet die Chance, weitere dringende Anliegen der betreuenden Angehörigen aufzunehmen. Eine bessere Anerkennung der Angehörigenbetreuung verbessert die Erwerbssituation der Frauen wie auch ihre Altersrenten. Nachdem die SGK-Subkommission unter der Leitung von SP-Nationalrätin Silvia Schenker jahrelang intensive Arbeit geleistet hat, ist dieses Geschäft reif. Die Wirtschaftsvertreter müssen endlich einsehen, dass es bei der Angehörigenbetreuung Verbesserungen braucht.

Für das grosse Ziel einer generellen Arbeitszeitreduktion braucht es viel. Packen wir es an und setzen als erstes die bereits aufgleisten Projekte um. Der Tatbeweis, damit die Wähler*innen im Herbst wissen, welche Parteien sich ernsthaft für die Gleichstellung einsetzen.